

M. SPROULE : Ceci est tout simplement une nouvelle preuve, à ajouter à un grand nombre d'autres, pour établir que le Gouvernement est infidèle à ses déclarations et faillit à son programme. Il doit se souvenir, comme je me le rappelle très bien, que lorsque les patrons de l'industrie étaient nombreux dans le pays, et lorsque les libéraux désiraient avoir l'appui de cette importante organisation, ils ont adopté tout le programme des patrons, dont l'un des principaux articles était à l'effet qu'aucune subvention ne devait à l'avenir être accordée aux chemins de fer. Cela faisait partie du programme libéral.

M. EMMERSON : Où l'honorable député trouve-t-il cela dans le programme libéral?

M. SPROULE : Je dis que cela faisait partie du programme des patrons de l'industrie....

M. EMMERSON : Mais non du programme libéral.

M. SPROULE : Si l'on m'en donne le temps, je puis citer les déclarations d'hommes qui avaient le droit de parler à titre de représentants du parti libéral, à l'effet que chaque article du programme des patrons était aussi un article du programme libéral.

Il y avait par exemple sir Richard Cartwright. Il a cité le programme des patrons, article par article, déclarant que tous et chacun d'eux étaient identifiés avec le programme du parti libéral. Economie dans les dépenses d'argent—"cela, disait-il, nous appartient." "Plus de subventions aux chemins de fer"—cela fait partie du nôtre. Et ainsi de suite. Il a parcouru tout le programme déclarant que chacun de ses articles faisait partie du programme libéral. Maintenant, ce programme leur est devenu inutile et ils n'ont pas la moindre intention de remplir les promesses qu'ils ont faites au peuple. Mais comme le dit mon honorable ami siégeant derrière moi, leur intention était de se servir de ce programme pour arriver au pouvoir et non pour s'y maintenir.

M. HAGGART : Afin d'atteindre le but que se propose l'honorable député de Lanark-nord (M. Caldwell) le meilleur moyen serait de subventionner une ligne allant de Carleton-Junction à un point quelconque sur le chemin de fer Pacifique-Canadien, à l'endroit qui se trouverait le plus rapproché. Mais le but de cette subvention est de construire un chemin de fer allant au village de Lanark. C'est là une louable ambition de la part de l'honorable député de Lanark-nord. Depuis plusieurs années il s'efforce d'avoir un chemin de fer pour aller à ce village. Les gens de cette région ont droit à une subvention, pour un chemin de fer, tout autant que les gens de n'importe quelle autre partie du Dominion. On a accordé des boni à maintes parties du pays. Pourquoi les gens de Lanark, un village industriels

et prospère, n'auraient-ils pas le droit d'obtenir de l'aide tout autant que les autres ? A ce point de vue je n'ai aucune objection à ce que la subvention soit accordée. Mon objection provient du fait que cela rend la route à partir de Carleton-Place en allant vers l'ouest, beaucoup plus longue qu'elle ne devrait l'être. Une autre objection est que, bien qu'il s'agisse ici d'une subvention au Kingston et Pembroke, vous permettez que le chemin commence à un point situé à vingt milles de cette ligne ou de ses embranchements.

M. W. F. MACLEAN : Pas nécessairement pour le Kingston et Pembroke. Il est dit : "pour une ligne de chemin de fer".

M. HAGGART : Vous consentez à ce qu'il parte de la station de Bathurst. La ligne allant de la station de Bathurst à Carleton-Place en passant par Lanark ne raccourcit pas la distance entre Carleton-Place et Toronto. Si la distance est raccourcie elle l'est très peu. Ceci est un transport d'une subvention du Kingston et Pembroke à une autre voie ferrée. J'ignore si l'honorable député de Lanark-nord ou le Gouvernement pourront induire une compagnie à construire un chemin sur la ligne indiquée dans cet article. J'espère qu'il réussiront, vu que je désire voir Lanark obtenir un service de chemin de fer.

M. W. F. MACLEAN : Nous avons de la part de l'honorable député de Lanark-nord (M. Caldwell) l'assurance que cela raccourcirait de seize milles la distance entre Ottawa et Toronto, et le ministre des Chemins de fer (M. Emmerson) nous a donné la même assurance.

M. EMMERSON : J'ai dit que c'est ce que l'on a prétendu.

M. W. F. MACLEAN : Il est à désirer que Toronto ait avec Ottawa des communications plus directes que celles qu'elle a aujourd'hui. Je profite aussi de cette occasion pour faire remarquer que les deux grandes voies ferrées qui couvrent maintenant la province d'Ontario : le Grand-Tronc et le Pacifique-Canadien sont très relâchées en ce qui concerne le service qu'elles donnent aux gens d'Ontario. J'attire sur ce point l'attention des ministres d'Ontario—spécialement le ministre des Douanes (M. Paterson), le ministre de la Justice (M. Aylesworth) et le ministre des Travaux publics (M. Hyman). Le cabinet, comme gouvernement, est constamment en rapport avec ces grandes voies ferrées, et ces ministres, s'ils étaient soucieux des intérêts de leur province, pourraient amener ces voies ferrées à donner un bien meilleur service que celui qu'elles donnent. Le parcours des convois de voyageurs dans Ontario, n'est pas plus considérable aujourd'hui qu'il ne l'était il y a vingt ans. Il devrait être augmenté de beaucoup, et il se-